

## *Un agenda 21 pour la société de l'information*

**LA SÉANCE EST ANIMÉE PAR** **Andrée BUCHMANN**, présidente de l'Observatoire de la qualité l'air intérieur

**I N T E R V E N A N T S** : **Philippe CAYLA**, **Guislaine ALAJOUANINE**, **Chris TUPPEN**, **Alain CLERC**, **Jérôme BINDE**

**A N D R É E B U C H M A N N** : Il n'est pas évident d'organiser ce type de manifestation et le défi est encore plus grand de la situer à l'extérieur de Paris. L'organisation a également dû faire face aux remous provoqués par les questions sociales. TIC 21 est une rencontre essentielle car les acteurs du développement durable et les acteurs de la communication n'ont pas souvent l'occasion de se réunir et d'échanger.

Ces deux jours ont aussi donné l'opportunité à des membres d'associations ou à des gens d'entreprises d'interpeller directement des personnalités importantes de l'Europe, des Nations Unies ou de la Banque mondiale. Inversement, les hauts fonctionnaires ont pu se confronter aux réalités du terrain.

Y a-t-il compatibilité ou incompatibilité entre TIC et développement durable? Avons-nous l'envie de travailler ensemble? Quels sont les atouts et les freins à la réalisation de nos actions?



## Les TIC et les médias

**PHILIPPE CAYLA**, Président d'Euronews

*« Dans notre société, il existe une tendance régressive face au progrès, contre laquelle une chaîne comme Euronews doit combattre. »*

[Présentation de l'émission « Hightech » diffusée sur Euronews au début du mois sur les nouvelles technologies et le développement durable]



PHILIPPE CAYLA

PRÉSIDENT D'EURONEWS

Cette émission, diffusée en sept langues, est notre forme de contribution au colloque TIC 21. Grâce à notre réseau de 25 satellites, elle a touché 185 millions de foyers et 500 millions de téléspectateurs dans le monde entier. Un partenariat a également été mis en place avec l'ensemble des organisateurs de cette manifestation.

D'une manière générale, le contenu éditorial des TIC se rattache aux domaines scientifique et technologique. Ces domaines sont sous représentés dans les médias européens et particulièrement français. Dans notre société, il existe une

tendance régressive face au progrès, contre laquelle une chaîne comme Euronews doit combattre. Nous essayons donc d'inclure dans notre programmation des sujets valorisant les progrès techniques ou des émissions entièrement dédiées, comme « Hightech » ou « Terre Aviva » qui traite du développement durable. Notre approche, européenne, inclut donc toutes les régions d'Europe, d'est en ouest et du nord au sud.

Nous projetons une autre émission purement scientifique qui traitera des expériences scientifiques européennes au sein d'équipes de chercheurs, partout en Europe.

**ANDRÉE BUCHMANN** : Les émissions sont-elles téléchargeables ?

**PHILIPPE CAYLA** : Non, mais elles sont consultables sur Internet au mode « petit format » car nous n'avons pas les moyens d'offrir davantage de résolution, vu le prix de la bande passante. Nous réfléchissons cependant à des solutions commerciales pour une exploitation plus large. Comme nos moyens financiers sont limités, nous devons pouvoir trouver le bon équilibre entre coût de la bande passante et recette provenant du téléchargement.

**ANDRÉE BUCHMANN** : Vous n'êtes pas une chaîne très riche mais vous êtes relativement puissante au niveau européen...

**PHILIPPE CAYLA** : Oui, nos taux d'audience sont très performants : nous touchons 8 millions de téléspectateurs par jour en Europe, ce qui représente quatre fois l'audience de CNN et huit fois celle de BBC World, nos concurrents directs. Le succès de la chaîne repose sur une programmation qui répond à l'attente des téléspectateurs (la visibilité de leur territoire européen) mais aussi sur la multi linguïcité. Nous travaillons d'ailleurs actuellement à intégrer d'autres langues européennes ou extra européennes.

“ Ces domaines sont sous représentés dans les médias européens et particulièrement français ”

**A N D R É E B U C H M A N N** : La multi linguïcité est importante car la diversité des langues est bénéfique à la planète. Nous nous battons souvent pour la biodiversité mais nous oublions la diversité culturelle et linguistique.

## Les TIC au service de la santé

**G U I S L A I N E A L A J O U A N I N E** , Présidente de la Fondation pour la recherche médicale :

*« Un saut technologique pour un sursaut vital »*

Depuis 60 ans, la Fondation pour la recherche médicale aide un chercheur sur trois grâce à la générosité de ses 450 000 donateurs. La recherche est un domaine de l'ombre, dur, ingrat et lent.

Je déclinerai mon intervention en trois volets :

- la haute technologie au service de la santé pour tous dans les pays émergents (expérimentation pionnière en Afrique)
- l'expérimentation en France
- les réseaux de télémédecine.

### Les pays émergents



**GUISLAINE ALAJOUANINE**

PRÉSIDENTE DE LA FONDATION  
POUR LA RECHERCHE MÉDICALE

Pourquoi les pays en voie de développement n'ont pas droit au meilleur de la technologie ? Comment favoriser l'accès équitable aux soins des populations les plus isolées, particulièrement celles du milieu rural ? Comment permettre un partage plus large des connaissances grâce à la technologie spatiale ? La télémédecine peut-elle accélérer le désenclavement, abolir les distances, revitaliser et dynamiser la médecine ? Les TIC vont-elles créer un raccourci vers la modernité ? Il faut un saut technologique pour un sursaut vital.

**« La télémédecine peut-elle accélérer le désenclavement, abolir les distances, revitaliser et dynamiser la médecine ? Les TIC vont-elles créer un raccourci vers la modernité ? Il faut un saut technologique pour un sursaut vital »**

La Force d'intervention sanitaire et satellitaire autoportée (FISSA) a expérimenté la télémédecine satellitaire dans une région d'Afrique au Nord de la Guinée, le Tambacoumba. Quand deux personnes meurent en France, 500 meurent au Sénégal et 1 800 à Tambacoumba. Dans ces régions isolées, nous avons mis au point des camions ambulatoires ou des plate-formes multifonctionnelles. Toutes ces installations ont pour but de faciliter la vie quotidienne des femmes, qui, ainsi, peuvent économiser 4 à 6 heures de travail. Pendant ce laps de temps économisé, nous leur avons appris à compter. L'instruction de ces femmes en a fait des chefs d'entreprise, ce qui a permis à toute la région d'entrer dans une logique de développement durable.

Dans les pays émergents plus que dans tout autre pays, il est primordial que les personnes locales s'approprient le système. Dans ces pays souverains, un engagement politique fort sur le développement durable est indispensable.

La télémédecine a été pratiquée de façon expérimentale au Sénégal où a eu lieu la première opération de ce type. Du nord au sud, la télémédecine pose un diagnostic et le sécurise. Le président du Sénégal, Abdoulaye Wade, a lancé cette idée de solidarité numérique.

Nous avons mis au point le « Kit SOS », un kit numérique de première urgence, qui permet d'établir précocement un premier diagnostic. **Couplé au logiciel Sagesse, le « Kit SOS » permet d'obtenir les paramètres techniques et biologiques, à n'importe quel endroit et à n'importe quel moment** (par exemple, « ECG portable » permet d'envoyer un tracé d'ECG à un médecin situé à des milliers de kilomètres). L'originalité du « logiciel Sagesse » est qu'il contient à lui seul des espaces pour tous (médecin, patient, pharmacien, etc...). Il existe également un espace veille qui centralise toutes les données et qui permet ainsi de déceler une épidémie.

Une des causes de la pauvreté étant l'isolement et l'ignorance, **la télémédecine satellitaire permet de rapprocher les hommes**. Nous devons travailler avec les instances gouvernementales et mener une politique volontaire et innovatrice. Nous avons d'ores et déjà concrétisé l'impossible et la télémédecine est devenue une banalité.

### L'expérimentation en France

Les expérimentations menées dans les pays émergents ont facilité l'expérimentation en France. Nous adaptons juste au terrain le système numérique adéquat.

### Les réseaux de télémédecine

Les réseaux en France répondent à des objectifs de santé publique et d'aménagement du territoire, ils participent à la formation des professionnels et atténuent les difficultés liées à la démographie médicale.

Les structures de soins participant aux applications de télésanté sont en constante progression. La France est le premier pays à légiférer sur la télémédecine.

Pour conclure, la télémédecine devient incontournable et les nouvelles technologies représentent l'avenir de l'Homme.

“ **la télémédecine devient incontournable et les nouvelles technologies représentent l'avenir de l'Homme** ”

**ANDRÉE BUCHMANN** : Il est important de souligner que les démarches ne peuvent aboutir qu'avec une appropriation par la population et que les réalisations et les **propositions des populations locales du Sud fonctionnent également au Nord**. La rencontre avec les pays du Sud est donc très enrichissante.

**DE LA SALLE** : Quel est votre taux de couverture pour les camions et quelle est leur fréquence d'action ?

**GUISLAINE ALAJOUANINE** : Pour couvrir tout le continent africain, il faudrait 700 camions. Un camion assure une couverture de 50 Km et de 600 personnes par an. Pour l'instant, ce système de camions tourne encore à un niveau expérimental. Notre idée était de monter une flotte de solidarité africaine, nous avons commencé par les camions.

## Les TIC et les droits de l'Homme

**C H R I S T U P P E N**, **Président de Global e-Sustainability Initiatives, British Telecom** : Le Global e-Sustainability Initiatives (GESI) étudie les questions électroniques du point de vue des droits de l'homme et de l'éthique. C'est une initiative mondiale menée par l'industrie et ouverte à tous les acteurs des TIC (fabricants, opérateurs, entreprises de télécommunication, associations régionales...). Nous sommes partenaire de l'ITU et du programme des Nations-Unies pour l'environnement.

### Les activités de GESI



CHRIS TUPPEN

PRÉSIDENT DE GLOBAL E-SUSTAINABILITY INITIATIVES, BRITISH TELECOM

Le GESI conduit de nombreuses activités :

- **consultations avec les acteurs clés** pour comprendre les attentes de la société par rapport à l'industrie (toutes les entreprises participent à la rédaction d'un rapport sur la durabilité)
- **coordination des rapports pour optimiser la cohésion.** Par exemple, nous travaillons depuis 18 mois sur les changements climatiques et nous réfléchissons sur une approche commune à l'industrie et aux fournisseurs, qui engloberait les conditions de travail, la chaîne d'approvisionnement, les questions éthiques et environnementales.
- **création d'une plate-forme Internet** permettant d'informer les clients
- **relations avec les mines de Coltan en RDC** (République Démocratique du Congo) qui fournissent des matières premières pour l'électronique et la micro-électronique
- **soutien d'un projet pilote au Sénégal** avec France Télécom, qui étudie le recyclage de téléphones portables
- **réalisation d'études sur le changement climatique.**

### Les TIC et le développement

Les pays les plus susceptibles de bénéficier des avances sur les TIC (calcul par rapport au PIB par habitant) sont, par ordre décroissant, le Danemark, Singapour, l'Inde, la Chine, le Tchad.

La croissance du PIB influence-t-elle la demande en TIC ou l'accès aux TIC est-il le moteur de la croissance du PIB? Les TIC améliorent la croissance du PIB donc du développement économique des pays dans le monde.

Des entreprises ont cherché un moyen de réduire les coûts des TIC. ERICSSON a par exemple mis au point une station de communication portable et MIT a développé l'ordinateur à moins de 100 dollars.

“ **Les TIC améliorent la croissance du PIB donc du développement économique des pays dans le monde.** ”

Ces investissements ont été réalisés dans le cadre du Programme pour la durabilité avec l'objectif d'une approche commerciale et non plus seulement caritative. La commission pour l'Afrique a recommandé 20 millions de dollars supplémentaires pour l'amélioration des infrastructures (dont les TIC), et cela grâce au concours des associations caritatives et de l'économie de marché.

Malheureusement, il ne suffit pas d'investir dans l'infrastructure pour qu'elle soit accessible à tous. Une approche intégrée est nécessaire, impliquant d'autres aspects comme l'esprit d'entreprise, l'amélioration des soins de santé ou l'éducation.

Aujourd'hui, une grande partie de cette aide internationale est répartie dans différents secteurs n'ayant pas de lien entre eux. Il faut donc relier ces secteurs, comme les TIC, les soins de santé ou l'éducation.

### Les TIC et la démocratie

Il n'y a pas de lien fort entre les TIC et la démocratie, beaucoup d'entreprises ont d'ailleurs été critiquées car elles s'implantaient dans des pays non-démocratiques. L'étude de la variété des Droits de l'Homme regroupe un ensemble de paramètres comme la vie privée ou encore la sécurité. Nous devons tenir compte de chaque paramètre et de chaque enjeu.

Qu'est-ce qui encourage les entreprises à se lancer dans un programme de développement durable ?

L'opportunité de réaliser une affaire avantageuse sur le plan de la durabilité augmentera les possibilités d'entrer sur l'économie de marché. Le défi est de réaliser des activités commerciales pertinentes par la croissance du marché, la réduction des risques, la création d'une image de marque, une réponse aux attentes des clients, ce qui permettra de **faire le lien entre la communauté des affaires et le développement durable**.

La citation de Jorgen Randers résume bien la situation : « Faites ce qui est rentable maintenant, avec autant de responsabilités que possible. Les entreprises devraient reposer sur une base morale pour que les responsables le soient de plus en plus. »

### Les TIC et collectivités locales

**A L A I N C L E R C**, Délégué général, Digital Solidarity Fund :

*« Parler de l'Agenda 21, c'est évoquer le rôle des collectivités locales dans le grand défi de la construction de la société de l'information »*



**ALAIN CLERC**

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL, DIGITAL SOLIDARITY FUND

Le défi du Fonds de solidarité numérique (FSN) est justement de passer de l'intérieur de l'économie de marché, à l'extérieur de cette économie. Le fonds proposera alors des actions à entreprendre.

L'expression « Un agenda 21 pour la société de l'information » représente toute une action à développer. Parler de l'Agenda 21, c'est évoquer le rôle des collectivités locales dans le grand défi de la construction de la société de l'information. Les Etats ont été les premiers à s'occuper de cette question alors qu'en réalité, c'est l'engagement fort des collectivités locales qui est primordial pour faire face à ce défi.

“ **Les collectivités locales ont-elles aujourd'hui un rôle à jouer dans la construction d'une autre mondialisation ?** ”

Les collectivités locales ont-elles aujourd'hui un rôle à jouer dans la construction d'une autre mondialisation ?

Le développement durable est d'abord une vision de solidarité, de responsabilité de l'ensemble des acteurs dans un monde avec des possibilités restreintes.

Les TIC interviennent donc au bon moment pour faciliter le dialogue, à condition qu'elles soient ouvertes à l'ensemble de la population mondiale. Elles sont également un moyen de réaliser « l'âge de la participation ». Le FSN a l'ambition d'être un acteur de facilitation de cet « âge de la participation » et souhaite contribuer à diffuser les TIC le plus largement possible.

### La collecte de fonds

Le FSN permet de collecter des fonds et des les redistribuer.

Les objectifs du millénaire, fixés à la communauté internationale, sont très ambitieux. Près de 100 milliards de dollars devraient être dépensés par an pour y parvenir. Or, les dépenses plafonnent aujourd'hui à 65 milliards et nous ne parviendrons pas à atteindre ces objectifs avec l'aide publique traditionnelle seulement. Nous avons besoin de mécanismes de financements innovants.

Certains objectifs, comme se nourrir et vivre, sont évidemment prioritaires. Le fossé numérique n'est donc pas la préoccupation première mais sa réduction est essentielle à la préservation de la diversité culturelle mondiale. Celle-ci est en effet en danger, si les populations n'ont pas la possibilité de s'exprimer à travers les nouveaux moyens de communication. Or, aujourd'hui, 80 % des patrimoines culturels mondiaux n'ont pas cette possibilité, ce qui entraîne un déni de leur existence.

“ Sans cette possibilité de s'exprimer dans la mondialisation, il est impossible de vivre politiquement et économiquement ”

Sans cette possibilité de s'exprimer dans la mondialisation, il est impossible de vivre politiquement et économiquement. Le défi est extraordinaire et mérite d'être pris en considération par les pouvoirs publics. Ce manque de considération de la part des instances nationales, augmente la responsabilité des collectivités locales.

### Le mécanisme innovant de financement

Le 1 % solidarité numérique, nouveau mécanisme de financement, propose de taxer chaque transaction concernant du matériel ou des services relevant du numérique, à hauteur de 1 %. Les sommes collectées seraient reversées aux 80 % de la population mondiale qui n'ont pas accès à la société d'information. Nous lançons donc un appel à l'ensemble des acteurs économiques et demandons à tous les acteurs publics (dont les collectivités locales) d'inclure dans leurs appels d'offres, **une clause de solidarité numérique**. Des sommes importantes pourraient être collectées et c'est aujourd'hui le seul moyen à notre disposition.

C'est un mécanisme simple, sur base volontaire où tout le monde est gagnant, même le secteur privé puisque le FSN achètera des produits directement aux entreprises ayant versé les 1 % et elles élargiront dans un même temps leur marché.

Avec cet argent, le FSN développe des projets au niveau local car la société de l'information doit être développée à partir de sa base économique et institutionnelle.

### Echanges avec la salle

**DE LA SALLE :** La proposition me semble excellente dans le principe mais il faut la rapporter à ce que représente 1 % dans un ensemble d'activités économiques et d'échanges : ce taux me semble très élevé. Les réponses se situeraient plutôt autour de 0,1 ou 0,2 %.

**A L A I N C L E R C :** Le taux de 1 % serait élevé si tout le monde jouait le jeu, ce qui est loin d'être le cas. Pourtant, les entreprises ne perdent pas ce 1 %, elles le récupèrent même presque instantanément et en plus, ces 1 % nous servent à leur racheter directement du matériel qui sera redistribué dans les pays en voie de développement.

**DE LA SALLE :** La proposition est excellente. Il y a urgence pour rattraper le retard. A mes yeux, le taux de 1 % semble faible, si l'on considère tout le gaspillage réalisé par des commissions occultes non transparentes. Les entreprises et les collectivités locales qui participent à ce mécanisme devront être connues et cartographiées afin de susciter l'émulation des différents acteurs.

**A L A I N C L E R C :** Nous mettons en œuvre cette idée puisque toutes les collectivités locales et les entreprises participantes sont labellisées « collectivités de la solidarité numérique ». Elles peuvent ainsi tirer bénéfice de leur engagement.

**DE LA SALLE :** Avez-vous prévu une clause exclusive, notamment dans le domaine du logiciel libre pour la pérennité et la durée de vie du matériel ?

**A L A I N C L E R C :** Oui, nous privilégions le logiciel libre dans nos activités.

**DE LA SALLE :** Quels sont les critères d'éligibilité des projets financés par le FSN ?

J'ai relevé une déclaration du directeur du bureau de travail de l'IUT qui me paraît dramatisante, puisqu'il parlait de 80 milliards de dollars par an nécessaires à l'Afrique. Ce chiffre me paraît énorme. Il faut relativiser les chiffres, rassembler tous les projets et sélectionner les plus « efficaces » en évitant les « doublons ».

**A L A I N C L E R C :** 12 critères sont pris en considération dans nos sélections, parmi lesquels le fait que le projet soit adressé à des collectivités locales et qu'il réponde à des besoins essentiels. Les femmes doivent également avoir un rôle dans l'exécution de ces projets.

**C H R I S T U P P E N :** Nous avons essayé d'encourager les entreprises du Sud à participer et nous continuons à le faire.

En ce qui concerne les 80 milliards pour l'Afrique, je n'ai mentionné pour ma part que 20 milliards de dollars. BRITISH TELECOM investit environ 16 milliards de dollars dans la mise à jour de son réseau afin de parvenir à l'étape suivante de la technologie.

**DE LA SALLE :** J'utilise les TIC pour développer la solidarité et suis tout à fait prêt à travailler avec le FSN pour réduire la fracture numérique. Cependant, la problématique n'est pas 1 % ou 0,1 %. Il faudrait plutôt mettre en évidence la relation entre collectivités locales, entreprises et citoyen de manière à se trouver dans une véritable démarche de développement durable.

Vos projets devraient être visibles par tous, afin que l'ensemble des acteurs orientent leurs actions sur ce qui est bénéfique aux territoires et aux personnes. Il faut être conscient que nous partageons une action commune et que l'engagement personnel doit primer et être reflété par les décisionnaires. Il n'existe ni collectivités locales, ni pays, finalement, il n'existe que des personnes.

## Les TIC et la société du savoir

JÉRÔME BINDE, **Sous-directeur général adjoint pour les sciences sociales et humaines, UNESCO :**

*« La notion de développement durable ne peut, par définition, pas fonctionner sans sociétés du savoir »*

### Les sociétés du savoir



JÉRÔME BINDE

SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ADJOINT POUR LES SCIENCES  
SOCIALES ET HUMAINES, UNESCO

Qu'est-ce que la société du savoir ? Rien, car il faut parler des sociétés du savoir, au pluriel. Les sociétés du savoir ont toujours existé, comme l'Égypte ancienne ou la civilisation aztèque, mais il s'agissait de sociétés du savoir réservées à des cercles initiés, desquels la plus grande partie de la population était exclue.

Aujourd'hui, **on observe une nouvelle articulation entre l'information et le savoir lui-même.** Malheureusement, ces deux aspects différents sont souvent confondus.

La nouveauté est l'émergence d'une société de l'information mondiale (terme relatif car seul 11 % de la population mondiale a accès à Internet). Cette émergence n'est pas suffisante, il faut aller vers la création de sociétés du partage des savoirs, fondées sur la diversité. Les savoirs locaux, autochtones sont donc importants pour éviter qu'un unique savoir écrase tous les autres.

Le partage du savoir constitue le fil conducteur de notre rapport.

**Les sociétés du savoir rencontrent de nombreux obstacles.** La fracture de la connaissance est encore plus importante que la fracture numérique, car plus ancienne et plus profonde, elle est aussi plus difficile à combler. La 3<sup>e</sup> révolution industrielle a creusé ce fossé d'exclusion car il est devenu indispensable de savoir lire et écrire, ce qui exclut 30 à 40 % de la population.

Ces sociétés du savoir ne sont pas réservées aux plus privilégiés des pays du Nord. Au contraire, ce style de développement peut être une chance pour les pays du Sud. A l'ancienne conception du développement fondé sur le sacrifice (« la sueur, le sang et les larmes », formule de Churchill), a succédé un développement fondé sur l'intelligence, sur le savoir et sa valeur ajoutée. Cependant, les sociétés du savoir ne se résument pas à l'économie du savoir, elles concernent aussi les dimensions politiques, sociales, économiques et éthiques de la société.

“ **Partant de rien, Villa El Salvador est ainsi devenue une nouvelle société du savoir** ”

Par exemple, Villa El Salvador, au Pérou, s'est construite dans le désert aux portes de Lima. Avec l'aide de Miguel Azcueta, ce nouveau bidonville auto-organisé a vu le jour, basé sur le développement communautaire et participatif, dans lequel les femmes ont joué un grand rôle. Partant de rien, Villa El Salvador est ainsi devenue une nouvelle société du savoir. Aujourd'hui, c'est une ville de 400 000 habitants ayant le taux d'analphabétisation des adultes le plus bas du Pérou (4,5 %), qui a créé sa propre université (15 000 étudiants) où les citoyens sont reliés par Internet à la municipalité et où ils peuvent s'exprimer sur les décisions. Cette expérience s'est créée dans les conditions les plus défavorables possibles et constitue un exemple magnifique.

Les pays du Nord ont beaucoup à apprendre de cette étude sur les sociétés du savoir. A l'heure actuelle, les collectivités qui ne consacrent pas assez de ressources à la recherche et au développement, s'excluent d'elles-mêmes. Des différences sont en train de se créer et ces nations sont en passe de devenir des « nations tombeaux » qui feront fuir la jeunesse.

### Quelle place pour le développement durable ?

La notion de développement durable ne peut, par définition, pas fonctionner sans sociétés du savoir. Les nouvelles sociétés en réseau sont un grand moyen profitable au développement durable. Il y a aujourd'hui des moyens concrets comme le « collaboratoire », un laboratoire de chercheurs dispersés à travers le monde qui travaillent sur les réseaux électroniques. Ce « collaboratoire » a permis notamment le décryptage du génome humain et travaille sur des projets portant sur l'immunité dans le domaine du SIDA ou les changements climatiques. Par exemple, nous

“ La notion de développement durable ne peut, par définition, pas fonctionner sans sociétés du savoir ”

mettons actuellement au point un réseau mondial de prévention contre les tsunamis, que nous réclamions malheureusement depuis des années mais qui ne constituait pas une priorité budgétaire.

Nous sommes dans un espace prospectif et c'est dans cette idée de démocratie prospective qu'il faut avancer. C'est dans ce sens que nous réfléchissons à l'UNESCO.

### Echanges avec la salle

**DE LA SALLE :** Je voudrais faire une observation sémantique : de « la » à « les » sociétés du savoir, on pourrait aller jusqu'au terme « les sociétés des savoirs ». Il y a des connaissances universelles comme les sciences alors que les connaissances techniques sont beaucoup plus locales.

**JÉRÔME BINDE :** Oui, mais ces subtilités de pluriel posent un problème dans la traduction en anglais car le rapport est traduit en six langues et le pluriel n'est pas traduisible en anglais. Toutefois, nous insistons beaucoup sur la diversité des savoirs.

